

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Le déclin

LORSQU'UNE grande puissance comme les États-Unis mène la guerre des années durant, à des milliers de kilomètres de son territoire ; lorsqu'une grande puissance comme les États-Unis installe et entretient des bases militaires, des armadas considérables aux quatre coins du monde ;

Bref, lorsqu'un tel pays se fait le gendarme du monde pour étouffer les luttes pour l'indépendance et la liberté des peuples et nations, alors il militarise son économie, développe dans de vastes proportions son industrie militaire au détriment de l'industrie civile.

Et lorsqu'un tel pays connaît la défaite (et quelle défaite !) au Kampuchea, au Vietnam, lorsque son énorme effort militaire, non seulement ne lui permet pas d'étendre ses conquêtes, ses débouchés pour sa production rentable, mais qu'en plus les peuples le chassent,

Alors la grande puissance, le gendarme du monde connaît des difficultés : les peuples se dressent toujours plus contre elle, une autre grande puissance lui dispute sa position dominante.

La grande puissance - son économie, sa monnaie - connaît le déclin : les États-Unis en sont là et les plans de sauvetage n'y changeront rien.

Bien sûr, les États-Unis restent l'une des grandes puissances de ce monde, l'une des deux superpuissances. Son déclin, elle cherche à le faire payer aux autres pays, peuples et nations du monde, à son propre peuple. Ses positions, son hégémonie, elle les défend face aux peuples, face à sa rivale.

Mais irrémédiablement, les États-Unis vont vers leur déclin.

Le développement de l'impérialisme, c'est cela : autant de marchés conquis, de territoires contrôlés, autant de terrains de dispute avec le concurrent.

Autant de tentacules étendues sur le monde, autant de pièges qui se referment tôt ou tard sur l'agresseur.

Il en est ainsi pour les États-Unis, il en est, et il en sera ainsi, pour l'autre superpuissance. À l'agression, les peuples et nations opposent la lutte contre l'agression, à l'hégémonie, les peuples opposent la lutte contre l'hégémonisme.

Les superpuissances, si puissantes soient-elles, connaissent le déclin.

Jacques DUROC.

La superpuissance américaine en perte de vitesse

(Voir article page 4)

L'armée à Paris - La police à Marseille

Escalade contre le droit de grève

L'ARMÉE vide les poubelles à Paris, la police maritime fait rentrer quinze cargos dans le port de Marseille.

Le gouvernement répond aux luttes par la répression et relance une propagande de grande ampleur contre les grèves, accusées d'asphyxier l'économie.

Il s'agit de nouvelles attaques contre le droit de grève.



(Voir article page 3)

(Photo HR)

Ignoble Front national



D'après Le Pen, « la seule forme de racisme actuellement en vigueur est le racisme antifrançais ». Voilà pour les paroles. Un militant d'extrême-droite agresse un travailleur immigré. Voilà pour les actes.

On aurait pu espérer qu'aucune voix n'allait se lever pour défendre l'assassin vichyssois Darguier. C'était compter sans le Front national. Le Pen a parlé. Si les camps de la mort n'ont jamais existé aux yeux de Darguier, ils ne furent qu'une « certaine forme de persécution » aux yeux des misérables du Front national. Barrés d'un trait de plume les fours crématoires, l'enfer concentrationnaire, barrés d'un coup de plume les 75 721 juifs, hommes, femmes et enfants, jeunes et vieillards, déportés de France.

Voyez-vous, pour les nostalgiques des gouvernements d'extrême-droite, l'extermination de milliers de juifs, ce n'est pas grand-chose au fond, tout juste « une certaine forme de... ». Ignoble !

Et comme rien ne peut arrêter des gens, qui se complaisent dans les basses fosses de l'extrême-droite, de raconter qu'il y a trop d'Arabes en France, ils « constatent que la seule forme de racisme actuellement en vigueur est le racisme antifrançais ». Elles n'existent pas les « ratonnades »

meurtrières, ils n'existent pas les contrôles policiers systématiques contre les immigrés, elle n'existe pas la prison clandestine d'Aranc, elles n'existent pas les expulsions d'immigrés, il n'a jamais existé Ali Abdoul, il n'a jamais habité Toulouse, il n'est jamais entré un soir dans un café pour acheter des cigarettes, il n'a jamais été torturé par le SAC pour le seul motif qu'il était un Arabe, comme elles n'ont sans doute jamais existé non plus les tortures racistes durant la guerre d'Algérie.

Voyez-vous, pour les nostalgiques de l'Algérie française, la persécution de milliers d'Arabes ce n'est pas grand-chose au fond, tout juste un racisme qui n'existe pas... Ignoble !

« Pourquoi nous a-t-on laissé investir tant d'espoir »

Communiqué à la presse de Yves Dormat, démissionnaire du PCF

Voir article page 5

Zimbabwe (Rhodésie)

De nouvelles victoires du Front patriotique



Des guérilleros du Zimbabwe à l'entraînement. A l'heure actuelle, plus de la moitié du pays est hors du contrôle des forces racistes.

LES forces militaires du régime raciste de Rhodésie ont attaqué un poste militaire en territoire zambien au début de la semaine. C'est la première fois que les racistes s'en prennent directement à l'armée zambienne. Cette attaque qui s'est déroulée près de la ville de Chirundu constitue une nouvelle escalade après l'agression récente contre les camps de réfugiés zimbabwe. Cette agression avait fait plus de 1 500 morts. Sur le territoire même du Zimbabwe, les forces nationalistes semblent avoir remporté de nouvelles victoires au point que le gouvernement de Smith vient de proclamer la loi martiale sur de

nouvelles zones d'une très vaste superficie. Aujourd'hui, plus de la moitié du pays est sous la loi martiale, c'est-à-dire hors du contrôle des forces racistes. Ces victoires des nationalistes du Front patriotique se traduisent d'ailleurs par des départs massifs de colons à destination de l'Europe. Le mois de septembre a vu tous les records pulvérisés avec 1 776 départs. D'autre part, des centaines d'étudiants noirs ont signé, à Salisbury, une pétition dans laquelle ils refusent de servir dans l'armée rodhésienne afin de ne pas être considérés comme « traîtres à la cause des masses du Zimbabwe ».

possibles que pourrait avoir le fait de laisser Smith faire ce qu'il veut en Afrique. La conséquence la plus immédiate pouvant bien être un renforcement des positions de l'Union soviétique en Afrique. Le président Kaunda, en effet, bien qu'il ait déjà fait des déclarations montrant qu'il ne se faisait que peu d'illusions sur l'aide soviétique et la nature réelle de cette aide, a en effet envisagé publiquement de faire appel aux Cubains pour assurer la sécurité de son pays si l'armée rodhésienne passait à nouveau à l'offensive. On imagine volontiers que dans cette hypothèse, ceux-ci ne se feraient pas prier pour mettre le pied dans un nouveau pays africain. La décision de Londres doit donc être analysée comme une concession face à cette dangereuse possibilité. Possibilité dangereuse pour les intérêts occidentaux, mais en même temps, et c'est cela qui est important, dangereuse pour le peuple zambien lui-même. On ne sait que trop, l'Angola et l'Éthiopie l'ont suffisamment montré que cette « aide soviétique », par Cubains interposés, se paie au prix fort pour les peuples concernés ; du prix de leur indépendance.

me le furent les États-Unis dans les années soixante. Il n'en reste pas moins que les raisons de cette situation qui fait que des pays sont amenés à accepter l'« aide » soviétique, souvent à contre-cœur, c'est dans l'attitude des impérialistes occidentaux qu'il faut les chercher. Dans le cas de la Zambie, par exemple, ce sont les Britanniques et les Américains qui portent la lourde responsabilité de la survie du régime de Smith de par leurs manœuvres pour empêcher à tout prix le Front national du Zimbabwe de parvenir au pouvoir dans son propre pays et pour préserver les privilèges de la minorité blanche.

La Grande-Bretagne livre des armes à la Zambie pour riposter aux attaques de Smith

SUITE à l'agression, il y a une quinzaine de jours, des camps de réfugiés zimbabwe à l'intérieur de son territoire, agression qui a fait plus de 1 500 morts, la Zambie va se voir livrer gratuitement par la Grande Bretagne environ 100 tonnes de matériel militaire pour pouvoir faire face à de nouvelles attaques rodhésiennes. Ce matériel, composé d'armes défensives, missiles sol-air, canons de DCA, ma-

ériel de transmissions devrait permettre en particulier de protéger la capitale, Lusaka, ainsi que les camps de réfugiés qui en sont proches. Cette décision, son annonce publique, la gratuité de cette livraison, autant d'éléments dont est peu coutumier Londres. C'est en fait la première fois qu'une telle décision est prise. Que l'on ne se trompe pas, il ne s'agit assurément pas d'un acte de philantropie de la part du gouvernement britannique. Mais

plutôt la compréhension par Londres des conséquences

Espagne

Le parlement vote la constitution

LA nouvelle Constitution espagnole a été approuvée lundi par les deux chambres du Parlement. Au terme de cette Constitution, l'État espagnol devient une monarchie constitutionnelle. Mettant fin aux lois organiques qui étaient en vigueur sous Franco, elle légalise les garanties minimum et les droits démocratiques. La religion n'est plus religion d'État mais toutefois les autorités seront tenues d'entretenir des « relations de coopération avec l'Église ». Enfin, la Constitution reconnaît le droit des peuples d'Espagne à l'autonomie dans le cadre d'une Espagne unie.

Malgré cela, nous pensons que la position la plus correcte est d'approuver la Constitution dont l'application entérine légalement le vieux régime fasciste qui nous privait de libertés minimum. Le référendum doit être l'occasion d'une plus grande mobilisation populaire pour dire oui à la démocratie et non à la restauration de la dictature franquiste. Le « oui » populaire doit être l'affirmation que nous userons des droits conquis après tant de luttes et qui ont été reconnus par la Constitution et que nous ne permettrons pas qu'on nous les retire. (L.)

Cette nouvelle Constitution approuvée à la quasi-unanimité au Parlement sera soumise à un référendum au début du mois de décembre.

Nous publions ici la position des camarades espagnols de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs : « Désormais, le moment est passé où il était

Grèves en Israël

D'importantes grèves secouent Israël. Cela fait maintenant un mois que le courrier n'a pas été distribué et qu'il n'y a pas eu d'émissions de télévision et de radio. Par ailleurs, il est probable qu'éclate d'ici quelques temps une grève générale des instituteurs. Tous les grévistes exigent une augmentation de salaire pour faire face à l'inflation qui est maintenant de 50 % par an. Le gouvernement, quant à lui, veut réduire les augmentations de salaire à 15 %.

250 000 métallurgistes sont en grève au Brésil

250 000 métallurgistes sont en grève depuis lundi à Sao Paulo et dans la banlieue. Les travailleurs exigent une augmentation de salaire de 62 %. Il faut rappeler que l'indice officiel de la hausse des prix est de 43 % et que depuis plusieurs années, les augmentations de salaires ont été bien en dessous de la hausse du coût de la vie. Ainsi, le pouvoir d'achat a baissé de 50 % entre 1964 et 1978. 1964 est la date de l'instauration de la dictature militaire qui a permis une surexploitation de la classe ouvrière qui maintenant peu à peu, se réorganise. Ces mêmes métallurgistes étaient déjà partis en grève le premier mai dernier lors de la renégociation annuelle des contrats, tout le secteur automobile avait été touché (Ford, Volkswagen, Mercedes, etc.). Ils avaient obtenu satisfaction sur les principales revendications après quelques semaines de grève. En juillet et août, il y eut la grève des enseignants, des employés de banque, des dockers et des ouvriers des raffineries de pétrole. Toutes ces grèves montrent un renouveau des luttes ouvrières alors que la lutte pour les libertés démocratiques prend de plus en plus d'ampleur dans le pays.

Cette concession anglaise est donc doublement positive. D'une part, elle permettra à la Zambie de mieux faire face à toute nouvelle agression des troupes racistes de Smith, d'autre part dans la mesure où elle renforce la possibilité pour les Zambiens de se défendre par eux-mêmes, elle est de nature à lui éviter d'avoir à se placer sous la « protection » de Moscou.

Il faut cependant se poser la question : comment se fait-il qu'un pays soit amené à ce choix tragique à choisir entre son indépendance et sa survie. Quels sont en dernier lieu les véritables responsables de cette situation.

Pour répondre à cela, il faut tout d'abord avoir en tête que beaucoup de dirigeants de pays du tiers monde n'ont pas encore une conscience claire du danger que représente le social-impérialisme. Il est sûr, et la Chine y est pour beaucoup, que cette conscience croît aujourd'hui, mais le processus ne fait que débiter. Il faudra encore des années pour que l'URSS se démasque elle-même et soit rejetée par les peuples com-

C'est la France qui, par Afrique du Sud interposée, livre à Smith des Mirage et des hélicoptères de combat aux racistes rodhésiens. De manière objective, toutes ces manœuvres ne peuvent qu'acculer les pays africains dans la situation politique qui est actuellement la leur, menacés dans leurs frontières, à chercher de l'aide là où elle se présente et sans toujours pouvoir mesurer exactement le risque que cela comporte.

L'Union soviétique a d'ailleurs bien analysé ce problème. C'est pourquoi on peut la trouver particulièrement active dans toute la partie sud de l'Afrique. L'insistance des Occidentaux à soutenir, plus ou moins ouvertement, les régimes racistes de Rhodésie et d'Afrique du sud, crée pour ses ambitions hégémoniques des conditions particulièrement favorables. C'est pour cela qu'elle assortit aussi souvent son aide d'une condition d'exclusivité, sommant les pays d'avoir à choisir entre son aide et l'aide chinoise. Elle sait que malgré l'effort énorme qu'elle fournit, la Chine n'a pas les moyens matériels de soutenir seule toutes les luttes qui se mènent sur ce continent.

Tout cela crée actuellement une situation particulièrement dangereuse pour l'avenir dans toute l'Afrique australe. Le peuple angolais qui s'est débarrassé par une lutte héroïque du colonialisme portugais pour se retrouver aujourd'hui avec une force d'occupation de 30 000 soldats soviétiques, cubains et Est-allemands qui contrôlent toute la politique et toute l'économie du pays en sait quelque chose.

Serge FOREST

Escalade contre le droit de grève

LES marins poursuivent leur grève, les travailleurs de la SFP aussi. D'un autre côté, les conducteurs de bennes et les éboueurs parisiens restent mobilisés et les cheminots recommencent un mouvement de grèves tournantes à partir du vendredi 3 novembre. Les travailleurs ne cèdent pas face au durcissement de la position de la bourgeoisie et du gouvernement comptant d'abord sur le pourrissement des grèves. Le gouvernement qui voit que l'unité et la combativité se maintiennent a décidé d'intervenir brutalement pour casser les mouve-

ments : après l'intervention de l'armée pour vider les poubelles de Paris, c'est la police qui est intervenue directement à Marseille et à Sète pour briser le blocus des ports : ainsi quinze cargos étrangers ont pu accoster dans la nuit de mardi à mercredi dans le port de Marseille sous la protection de la police.

La propagande se poursuit pour rendre les travailleurs responsables de la « paralysie » de l'économie au lieu de prendre en compte leurs revendications, ainsi « une mini-

panique du pétrole » est lancée par les mass-média à la suite du blocage des ports et de la grève des travailleurs iraniens.

Tout cela montre la faiblesse réelle de la bourgeoisie qui voudrait obtenir une certaine paix sociale pour faire aboutir ses plans de rentabilisation et qui se prépare à de nouvelles attaques contre le droit de grève, le seul moyen pour les travailleurs d'imposer leurs revendications en système capitaliste.

Grève des marins

« Pas d'embauche hors des statuts ! »

LA grève des marins se poursuit, les premières discussions n'ayant rien apporté de nouveau. Le seul accord a porté sur la convocation d'une réunion tripartite vendredi. L'activité des ports est toujours paralysée, la détermination des marins restant entière au bout de leur deuxième semaine de grève. Nous avons déjà expliqué le double aspect de cette grève qui est à la fois une juste réponse à une attaque des armateurs contre le statut des marins français, le meilleur en Europe, mais aussi prend un caractère chauvin intolérable,

surtout dans certaines régions. C'est le fait avant tout de la propagande chauvine du PCF, reprise par les syndicats.

Nous publions un extrait d'un tract de la section marine du PCF de Marseille qui donne le ton et la justification de la campagne et le témoignage d'un camarade aiguilleur du ciel à Aix-en-Provence. Il montre l'orientation que les directions syndicales, CGT et CFDT, donnent à la lutte : « Il faut lutter contre l'embarquement de marins étrangers » au lieu de mettre en avant un même statut pour tous, « A travail égal, salaire égal ».

Quand le PCF veut « travailler français »

... Le démantèlement de notre flotte sous pavillon national au bénéfice des affrètements de navires étrangers et du pavillon de complaisance pèse lourd dans le déficit de notre commerce extérieur, met en péril notre indépendance économique, monétaire et politique.

Des actes tels que l'embarquement des marins étrangers sur nos navires ne ferait qu'aggraver cette situation puisque le pavillon national jouerait le rôle de pavillon de complaisance, créant ainsi les pires difficultés pour des milliers de marins et leurs familles...

... Les marins ont raison de défendre leur emploi, le pavillon national, l'indépen-

dance nationale. Comme l'on voit, les intérêts immédiats des marins sont confondus avec ceux de l'immense majorité de la population...

... Pour l'emploi des marins, pour préserver notre indépendance nationale, pour pouvoir travailler, décider au pays, il faut bien une marine marchande correspondant aux besoins de notre pays. Il y va de l'intérêt général.

— Il faut lutter contre l'embarquement de marins étrangers !

— Arrêter l'affrètement de navires étrangers et de complaisance !

— Empêcher la vente des navires français !

Norbert Gauthier
(secrétaire de la section marine du PCF)

Combattre le chauvinisme

Camarades,
Vous avez dans le quotidien signalé à juste titre la nature chauvine des revendications des marins en grève. Vous avez raison et l'histoire que je tiens à raconter l'illustre parfaitement. Depuis la fin juin, nous, aiguilleurs du ciel d'Aix-en-Provence, luttons pour nos revendications. Nous aurions aimé (on l'a maintes fois demandé) que nos fédérations coordonnent notre lutte avec celle de la SNCF et des marins. Mais elles s'y refusent.

mêmes salaires et les mêmes avantages, il m'a été répondu : « Non, il y a assez de chômage chez les Français, on ne doit pas embaucher d'étrangers ». Ainsi donc, la cause du chômage, c'est pas le capitalisme ni la politique des armateurs, mais c'est la faute aux travailleurs étrangers !

Alors je me suis dit qu'après tout la CFDT étant peu représentative des marins, le gars avait mal compris. Je suis allé voir les camarades de ma boîte de la CGT, je leur ai raconté l'histoire et demandé qu'ils s'informent auprès du syndicat des marins CGT. Le lendemain les collègues de la CGT avaient eu la même réponse.

Cela nous a posé un problème : doit-on être solidaires ou non ? Nous avons répondu ainsi :

1) On ne peut accepter de jouer un rôle de briseur de grève, c'est une question de principe, et en conséquence, on fera le maximum si le pont aérien se met en branle pour le freiner.

2) Nous ferons connaître notre position aux syndicats des marins sur la question des revendications chauvines qui n'auront pour résultat que de diviser encore plus et faire le jeu du gouvernement. Alors que souvent on lutte pour l'unité Français-immigrés, les revendications formulées par les syndicats des marins s'opposent à cette ligne unitaire.

Des militants du PCF, avec qui j'ai discuté de ça, sont furieux contre leur direction et vont le faire savoir. Une telle orientation ne peut, en effet,

manquer de soulever la réprobation de militants. Il importe de combattre fermement cette ligne qui va à l'encontre de l'unité de la classe ouvrière.

Témoignages de soldats participant à Paris à l'opération « aspirateur »

LE plan « Aspirateur » pour briser la grève des éboueurs à Paris « ne réjouit guère » les soldats. Les deux témoignages de soldats ci-dessous l'illustrent bien. Encadrés, surveillés, les soldats font ce travail à contre-cœur.

« Le départ, en train de Stuttgart, Kehl, Karlsruhe, Colmar... 2e et 3e divisions blindées. Dans ce train, les gradés créent une ambiance de grande mobilisation. « Ma parole, on pourrait croire que c'était la guerre, ça nous faisait des boules dans la gorge ». Arrivés à Bondy (93), on nous avait dit qu'on arrivait à la gare de l'Est, des flics militaires partout autour de la gare, gardes-mobiles, gen-

darmerie, sécurité militaire... Logement dans les casernes, gymnases, cinq cents dans six gymnases, trois mille gars en tout.

L'encadrement : neuf cents flics militaires pour 3 000 gars... La confiance règne ! Pendant « le boulot », une jeep avec quatre hommes armés avec des pistolets automatiques, plus un motard pour quatre bennes par crainte de « manifestants »... Garde sévère des bennes, fusils chargés à l'arrêt.

L'efficacité : d'Ivry à Réaumur-Sébastopol, notre benne a fait en tout et pour tout... un chargement d'ordures ! Pour les autres bennes, c'était pareil.

Les gars n'ont pas l'habitude de conduire les bennes, celles-ci sont en mauvais état, elles ont été trafiquées (par les grévistes ?). Il faut faire passer les bennes dans des petites rues étroites... Les gars

percutent les voitures dans des fausses manœuvres, les gradés nous ont dit : « Si vous percutez, vous ne plongez pas, vous êtes là en mission, les voitures sont celles des civils ».

Si on ajoute à tout cela que les gars y mettent le minimum de bonne volonté, on a une idée de l'efficacité de « l'aspirateur de Chirac ». A noter que pour un jeune soldat, faire ce boulot lui procure environ 700 F, ce qui offre un intérêt non négligeable, vu la maigre solde.

— Six heures du matin, quelque part dans Paris. Il fait froid, un camion-benne, quatre soldats derrière, un autre conduit. Ils sont tous très jeunes.

— A quelle heure avez-vous commencé ce matin ?

R : A trois heures, on a

eu deux bières, un café et un paquet de gauffrettes et on est parti comme ça, depuis on brève de froid.

— D'où venez-vous ?

R : Nous, on vient d'Allemagne. Moi, j'habite à Nancy et ça m'emmerde d'être à Paris, mais on ne nous a pas demandé notre avis.

Depuis sept heures d'affilée, ils ramassent les poubelles dans le froid, les mains nues. D'après les règlements militaires eux-mêmes, ils devraient pourtant disposer de gants spéciaux pour manipuler les ordures. Mais l'armée ne s'embarrasse pas de ses propres règlements.

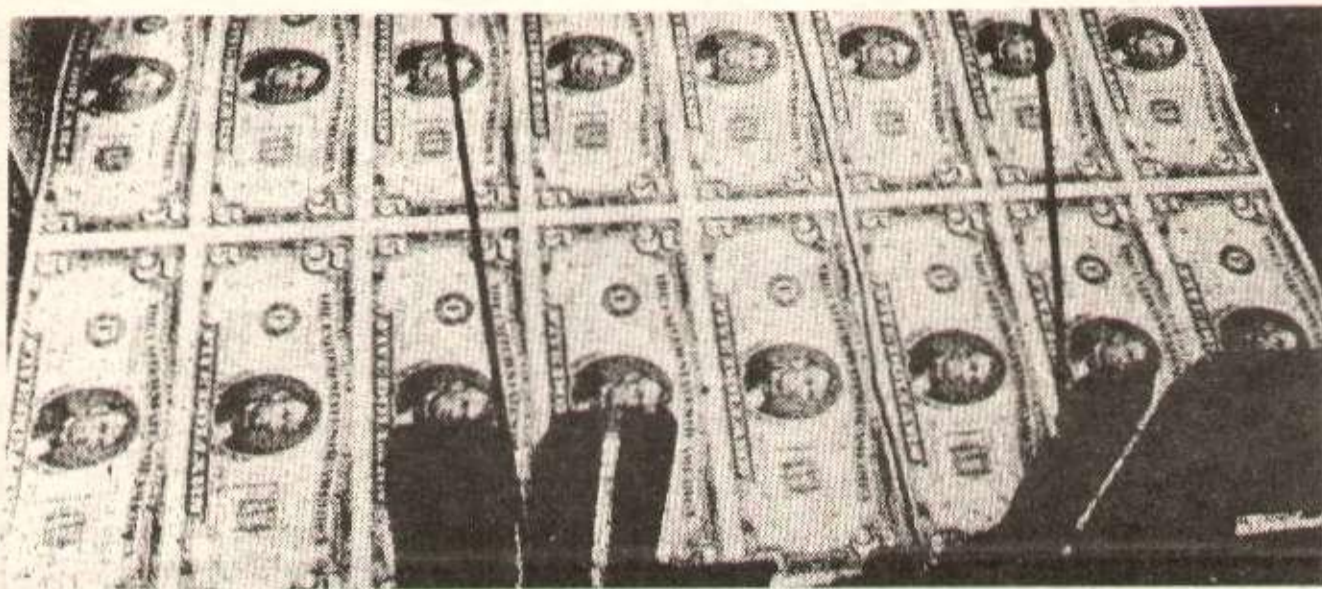
— Avez-vous au moins une permission après ça ?

R : C'est ce qu'ils nous ont dit. Mais nous, on ne sait pas. On ne se fait pas trop d'illusions. Tu sais, avec l'armée...

Trouvaille juridique

Statuant à propos du conflit qui oppose les travailleurs d'Ugine-Kühlmann à leur direction, le tribunal de grande instance de Lyon, vient de combler (et de quelle manière !) un vide dans notre législation. Constatant « l'absence générale de réglementation du droit de grève », ces magistrats viennent d'autoriser les piquets de grève, à deux conditions : « Chaque piquet ne devra pas comporter plus de dix personnes » et « devra se tenir sur les voies publiques en laissant libre l'accès aux entrées de l'entreprise ». Un piquet de grève qui laisse libre l'entrée de l'usine, il fallait déjà y penser ! Qu'on nous permette une autre question de procédure : à quand un arrêté de tribunal qui règlera à dix le nombre des CRS « autorisés » à attaquer un piquet de grève ?





La planche à billets du service de gravure et d'imprimerie du Trésor fédéral américain.

La superpuissance US en perte de vitesse

A PRES que le dollar ait connu une baisse vertigineuse jusqu'à ces derniers jours, atteignant une cote inférieure à 4 F, l'administration Carter vient de prendre une série de mesures qualifiées d'audacieuses pour enrayer la baisse et la spéculation sur le dollar.

Ces mesures sont de deux ordres :

- D'une part, un relèvement du taux de l'escompte qui passe à 9,5 %. Cette mesure destinée à freiner l'inflation a toute les chances d'entraîner un fort ralentissement des investissements aux USA. Du coup, c'est la menace d'une récession qui se profile.

- D'autre part, les autres mesures visent à éponger le marché international des dollars.

Grâce à des emprunts, en particulier auprès des banques centrales de RFA de Suisse et du Japon, des ventes

d'or et une émission de bons du trésor américain, l'administration Carter a pu soustraire une masse de 30 milliards de dollar à la spéculation.

Ici, il faut signaler l'intérêt pour les pays détenteur des monnaies fortes (RFA, Suisse, Japon) à enrayer une baisse du dollar qui les contraint à des révaluations successives de leurs monnaies. Ceci constitue un handicap sérieux pour développer leurs exportations (en un an le dollar avait perdu 50 % de sa valeur par rapport au franc suisse, près de 40 % par rapport au yen japonais, près de 30 % par rapport au mark allemand).

Au total, ces mesures prises par Carter ne peuvent apporter qu'un répit dans la dépréciation du dollar qui n'est elle-même que le reflet de la tendance profonde au déclin qui frappe la superpuissance américaine. (voir article ci-dessous).

La baisse du dollar n'est que le reflet de la compétitivité des monopoles US et de leur déclin

Lundi et mardi, le dollar a connu une dégringolade vertigineuse en descendant au-dessous de 4 F. Ce fut, dit-on, panique à la Bourse pour tous nos capitalistes.

En fait, pourquoi assiste-t-on maintenant à une telle

dégringolade de la monnaie américaine ?

Certes, la spéculation est venue précipiter cette baisse des capitalistes se débarrassent du dollar pour acquérir des monnaies plus fortes, telles que le deutchmark.

Mais ceci n'est que l'apparence des phénomènes ; s'il y a spéculation boursière, c'est bel et bien parce que la monnaie américaine connaît une baisse constante, parce que c'est une monnaie faible. Et, le « plan anti-inflation » qui vient d'être établi par le gouvernement américain illustre la crise capitaliste qui n'épargne pas les Etats-Unis, crise qui s'exprime notamment dans la chute permanente du dollar.

En effet, la monnaie n'est que l'expression des phénomènes économiques et la baisse du dollar vient refléter l'affaiblissement de la compétitivité des monopoles US.

Si, après la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis profitèrent de leur puissance économique et financière pour régner en maître sur les autres pays capitalistes et faire de leur monnaie le principal moyen de paiement international, les Etats-Unis sont, aujourd'hui, durement frappés par la crise capitaliste.

LE CARACTERE DECLINANT DE L'IMPÉRIALISME US

La politique de guerre et l'invasion de l'impérialisme US a amené l'Etat à faire des dépenses extérieures considérables. La militarisation de l'économie nationale a développé extrêmement l'industrie militaire au détriment de l'industrie

civile. Du fait de ses défaites militaires au Kampuchea et au Vietnam, l'impérialisme US n'a pu compenser les dépenses d'investissement qui ne contribuent pas à l'élargissement de la production et du capital par la conquête des nouveaux marchés qu'ils escomptaient.

Aussi, assiste-t-on aujourd'hui à un déclin de l'investissement productif aux Etats-Unis, tandis que, fait nouveau, des investissements d'origine européenne vers les USA se multiplient.

Ainsi, 1977 a connu une hausse de 9 % du nombre de projets d'investissement étrangers dans l'industrie US. Le volume des investissements étrangers a atteint 32,5 milliards de dollars ; d'après le Fédéral Reserve, le nombre de sucursales de banques étrangères qui était de 54 en 1972 est passé à 89 en 1976 et à 109 en fin 1977.

D'autre part, les monopoles US connaissent, depuis les années 1960, une hausse — qui va en s'accroissant — de leur coûts de production, ils voient leur compétitivité s'émousser et se poser toujours plus crûment le problème des débouchés.

LA BAISSSE DU DOLLAR, REFLET DE L'ÉMOUSSEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ DES MONOPOLES US

Avec la création du Marché commun, ce fut, pour

Les conséquences de la chute du dollar pour les pays producteurs de pétrole

Le baril passe de 57,40 F à 50,54 F

Les pays producteurs de pétrole pourraient être amenés, avec la nouvelle chute du dollar, à revoir leur politique des prix. En effet, non seulement le prix du pétrole n'a pas bougé depuis le 1er janvier 1977, soit presque deux ans, mais encore il est exprimé en dollar. Cela veut dire que pour acheter un baril de pétrole, il faut actuellement payer 12,70 dollars. Il y a quatre mois, cela représentait 57,40 F français. Aujourd'hui, cela n'en représente plus que 50,54 F. La différence représente le manque à gagner des pays producteurs et va, il n'est pas besoin de le dire, directement dans les poches des trusts pétroliers multinationaux. Et cela, simplement du fait qu'entretiens, le cours du dollar est passé de 4,52 F à 3,98 F.

Pour remédier à cela, les pays de l'OPEP ont envisagé une solution qui consisterait à indexer le prix du pétrole non pas uniquement sur le dollar, mais sur tout un « panier » de monnaies. Cela permettrait d'éviter que l'effondrement d'une seule monnaie ne leur fasse perdre une grosse partie de leurs revenus. On estime, en effet, que le Koweït perd aujourd'hui deux millions de dollars par jour et l'Arabie Saoudite trois fois plus. Jusque là, l'OPEP avait hésité à prendre une telle mesure, estimant que la baisse du dollar pouvait n'être que conjoncturelle. Il est probable que cette décision pourrait être prise avant la fin de l'année, en même temps qu'une hausse du pétrole, la première depuis deux ans, si le cours du dollar ne remontait pas sensiblement d'ici là.

les monopoles US, une baisse relative du volume des échanges entre eux et les monopoles européens. Tandis que ces derniers effectuent plus de 50 % des échanges extérieurs entre eux.

Aux monopoles US s'opposent aujourd'hui des monopoles européens. Nous sommes loin du temps où les monopoles US se trouvaient quasiment seuls sur le marché mondial.

Désormais, une bagarre sans merci se livre pour emporter les marchés. Et les entreprises US n'en sont plus toujours les gagnants.

C'est Volkswagen qui vend des moteurs à Chrysler et lui achète une usine aux USA. C'est Peugeot-Chrysler qui rachète les filiales européennes de Chrysler etc.

Donc déclin des investissements productifs, baisse de compétitivité par rapport aux monopoles européens, c'est tout cela, joint à un déferlement du dollar dans le monde, qui contribue au déficit de la balance extérieure et dans lequel s'exprime la glissade du dollar.

Rappelons qu'en 1971, le déficit extérieur était supérieur à 2 milliards de dollars et contraignit le gouvernement US à reconnaître la faiblesse du dollar en le dévaluant et en arrêtant la possibilité d'échanger du dollar contre de l'or. Même si, aujourd'hui, les monopoles US tentent d'utiliser cette baisse du dollar qui favorise leurs exportations.

Cette faiblesse, expression de la baisse de compétitivité des monopoles US par rapport aux monopoles européens et japonais, reflète par là-même l'exacerbation des contradictions entre pays du premier monde (USA) et pays du second monde (Europe-Japon).

LES CONSÉQUENCES POUR LES PAYS DE L'OPEP

Toutes les importations de pétrole, soit 130 mil-

liards de dollar environ, sont réglées en dollar. Les revenus pétroliers des pays de l'OPEP sont donc largement amputés par le fait que le prix du pétrole est libellé en dollar. Un réajustement de ce dernier va donc s'imposer pour ces pays.

LES CONSÉQUENCES POUR LES PAYS EUROPÉENS

D'un côté, les monnaies faibles (lire, livre, franc...) ont tendance à suivre la chute du dollar auquel elles sont indirectement liées.

La conséquence c'est la dépréciation de ces monnaies et l'alimentation de l'inflation chacun de ces pays concernés.

De l'autre côté, le basculement du dollar vers les monnaies plus fortes (deutchmark, yen) vient encore accélérer la valorisation de ces monnaies et pénaliser les profits des exportateurs allemands et japonais.

Par exemple, les prix à l'exportation de Toyota ont augmenté de 11 % et ceux de Nissan de 7 %, du fait de la valorisation du yen par rapport au dollar, ce qui a conduit à une baisse de leurs exportations (lors des huit premiers mois de 1978) leurs ventes sur le marché US ont baissé de 9 %).

Au total, les divers mouvements en baisse du dollar créent des fluctuations des prix sur le marché mondial dont l'amplitude et la fréquence viennent bouleverser les échanges commerciaux. Cette instabilité du commerce extérieur résultant de la chute du dollar et tous les autres effets de cette chute explique l'importance pour les monopoles européens d'instaurer une zone de stabilité monétaire européenne les mettant à l'abri des fluctuations incessantes du dollar.

Catherine LEMAIRE

Cynisme au pain sec et à l'eau

Monsieur, vous venez de faire vos huit heures à la chaîne, vous y avez ajouté les deux heures de transport obligatoires, vous êtes fatigué ? Un bon croûton de pain sec et un grand verre d'eau, il n'y paraîtra plus.

Madame, vous rentrez chez vous épuisée après une journée de travail, il vous en reste une seconde à faire à la maison ? Faites donc une pause... un bon croûton de pain sec et un grand verre d'eau, il n'y paraîtra plus.

C'est la conclusion qui s'impose à la lecture du très sérieux rapport du très sérieux professeur Jean Vigne : les Français mangent trop et ont une nourriture trop riche, ils boivent trop de breuvages de luxe. Rien ne vaut, nous affirme-t-on, le pain et l'eau.

Pain sec et eau, c'est, convenez-en, une bonne solution en cette période de hausse des prix et avec les économies ainsi réalisées, vous pourrez peut-être payer votre loyer ! Le professeur Vigne ne précise pas si le chômeur doit enlever la mie de son pain sec et se contenter de la croûte. Il ne précise pas non plus si le dimanche (midi par exemple), vous pouvez mettre un peu de beurre dans vos épinards, ou plutôt sur votre croûton de pain... Il ne dit pas non plus si le gros Barre a promis de suivre ce régime d'austérité.

« Pourquoi nous a-t-on laissé investir tant d'espoir »

Communiqué à la presse de Yves Dormat-secrétaire de la section PCF de Lannester (Morbihan) démissionnaire du PCF

NOUS reproduisons ci-dessous le communiqué à la presse de Yves Dormat, secrétaire de la section PCF de Lannester (200 militants) près de Lorient, expliquant les motifs de sa démission de ce parti. Si nous ne partageons pas tous les points de vue exprimés dans ce texte - en particulier l'appréciation portée sur Staline - il en est plusieurs cependant qui nous paraissent significatifs des questions auxquelles sont confrontés les militants du PCF qui aspirent au socialisme.

Ainsi quand Dornat, qui était membre du PCF depuis seize ans, écrit : «... le PCF démontre que le courant révolutionnaire et le courant réformiste ne

peuvent pas gouverner ensemble. Alors pourquoi nous a-t-on laissés investir tant d'espoir ces dernières années dans l'unité de la gauche si elle est impossible à réaliser... »

Où bien encore quand il écrit que la dénonciation de l'URSS par le PCF lui paraît bien trop électorale pour être sincère.

Comment le débat fraternel avec de tels militants ne serait-il pas fructueux dès lors qu'ils se posent des questions aussi décisives ?

Ce militant explique « qu'il n'y a plus de perspective », à nous de montrer qu'il existe une autre voie que celle sans issue de l'Union de la gauche.

Comme des milliers de militants communistes, j'ai donné le meilleur de moi-même pour le succès de la gauche ; nous avons monté des centaines de marches pour discuter, convaincre que la victoire était possible. Cette activité intense passée, l'échec de la gauche nous a donné à réfléchir. Mais la direction du PCF a, en réalité, manipulé une véritable réflexion des communistes. Ce n'est qu'avec la publication de livres et d'articles à l'extérieur du parti que des éléments de réflexion contradictoires ont été possibles. La réponse à cette attitude me semble bien simple, hélas, il ne faut pas douter des dirigeants ; la direction a toujours raison. Comme c'est stupide de vouloir imposer à tant de communistes cette idée : le Parti socialiste a tous les torts, nous avons eu raison. La lecture quotidienne de

l'Humanité n'apporte plus rien à la réflexion pour l'avenir de la gauche. Tous les articles se terminent par un couplet contre le PS, comme si les militants étaient des petits enfants incapables de comprendre ce qu'on leur a dit maintes fois. La lecture des revues du PCF montre clairement une chose : il n'y a plus de perspectives. Alors que l'Union de la gauche, la volonté de changement est très profonde dans notre pays, le PCF démontre que le courant révolutionnaire et le courant réformiste ne peuvent pas gouverner ensemble. Alors pourquoi nous a-t-on laissé investir tant d'espoir ces dernières années dans l'unité de la gauche si elle est impossible à réaliser au-delà des reports de voix et des élections municipales ? Il pour-rait : « Il y a une crise grave dans le PCF, dans sa politique. Pourquoi allons-nous

lutter, pour quel socialisme à la française, s'il est impossible de gouverner avec la gauche non-communiste ? De plus, le socialisme des pays de l'Est a fait faillite, tous les témoignages confirment que des hommes et des femmes sont emprisonnés, humiliés pour leurs opinions, leur opposition à des bureaucrates stupides, des bien-assis ; la place qu'accorde le PCF m'a semblé trop électorale pour témoigner d'une véritable condamnation. Il m'a fallu plusieurs années pour qu'une des principales avenues de Lannester ne porte plus, en 1978, le nom de Staline mais bien des communistes n'ont pas réalisé le nombre d'assassinats odieux dont Staline est responsable et que connaissent les dirigeants actuels du parti tout comme Mitterrand et Defferre n'ont pas été des innocents dans la conduite de la guerre d'Algérie. Et sur les questions économiques et sociales, le succès des pays socialistes n'est pas évident. Quand on apprenait pendant les élections législatives que les prix, à Moscou, étaient augmentés brutalement de 100 à 300 %, que c'est les conséquences de la crise du capitalisme sur les échanges

avec l'URSS aujourd'hui ; le rejet de l'URSS est grand chez les jeunes mais la direction du PCF freine. J'ai pensé pouvoir discuter de tout cela dans la préparation du XXIIIe congrès du PCF, malheureusement il n'y a que la base qui discute vraiment, les dirigeants auront pour mission de défendre un texte qui aura des modifications sans grande importance. L'appareil du PCF est ainsi fait que dans les cellules seulement il y a de véritables élections de responsables. Au-delà, les responsables sont ceux de la direction. Rien ne changera réellement parmi les cadres du Comité central alors qu'il faut presque tout changer parce qu'ils ont fait faillite devant le peuple et les forces de gauche. Voilà en quelques mots pourquoi je quitte le PCF après seize ans d'activité où j'ai mis tout mon cœur. N'étant plus maire-adjoint, je remercie tous les secteurs qui me concernaient dans l'enseignement, tous les éducateurs, animateurs, enseignants et parents qui avaient, avec mes collègues du conseil municipal et moi, contribué à ce que le meilleur soit fait pour la jeunesse de notre ville.

Création d'un nouveau syndicat libre en URSS

Un nouveau syndicat libre vient d'être créé en URSS. Un groupe d'ouvriers soviétiques a annoncé samedi à Moscou que l'Association interprofessionnelle de travailleurs était née.

Elle se donne pour but de défendre les droits « économiques, sociaux, religieux et politiques » de ses membres, des travailleurs.

Ils sont déjà plus d'une centaine à s'être associés et à appartenir à l'organisation mais en « raison des conditions existantes », le fascisme qui sévit en URSS, leurs noms n'ont pas été rendus publics. Seuls huit organisateurs ont fait connaître leur identité. Ils ont demandé à être admis dans les rangs de la Confédération européenne des syndicats.

Bénéficiant de l'expérience du premier syndicat, créé au début de l'année, ils ont déclaré qu'ils seraient plus vigilants, les organisateurs du syndicat libre du premier syndicat libre, sont à l'heure actuelle internés dans des hôpitaux psychiatriques.

La création de ce nouveau syndicat montre que, peu à peu, l'idée d'une organisation indépendante croît. La nécessité de se démarquer des syndicats traditionnels qui sont totalement sous la coupe de l'Etat apparaît de plus en plus clairement.

PROLÉTARIAT

NUMÉRO SPÉCIAL

le p.c.f. en questions

PASSEZ VOS COMMANDES, ABONNEZ-VOUS !

Abonnement 52 F - Soutien 80 F

PROLÉTARIAT CCP 2130 88 H MARSEILLE
BP 320
13213 MARSEILLE CÉDEX 1 Tél. : 16 (91) 90.97.07

Après la diffusion du supplément Massey Ferguson de l'Humanité rouge Ce qui a changé

Chers camarades, Nous voudrions vous faire part du premier bilan que nous tirons de la diffusion du supplément à l'Humanité rouge : le Spécial Massey-Ferguson, supplément que nous avons réalisé avec les camarades de Beauvais et avec la collaboration des camarades canadiens. Ce supplément, adoptant la présentation et le format du quotidien, a été diffusé par notre cellule à la Massey Marquette ainsi que dans les quartiers et usines environnantes. A la Massey, de l'avis des ouvriers interrogés, l'impact de ce supplément a été important : « A neuf heures, tout le monde était en train de le lire », « Il n'y en avait pas un qui traînait par terre » (alors que les ouvriers de la Massey ont, en moyenne, un tract syndical ou politique par jour et finissent par ne plus y porter attention).

l'humanité rouge

SUPPLÉMENT MASSEY-FERGUSON

Plutôt la lutte...

MARQUETTE : 1ère victoire contre les licenciements

BEAUVAIS : 220 licenciements confirmés !

NON A TOUT LICENCIEMENT



SOMMAIRE
Le fil du chômage...
La situation à Beauvais F 2
Massey-Ferguson au Canada F 3
Mai 68...
La Massey Marquette F 4

Les travailleurs étaient surtout intéressés par un article racontant la vie de lutte d'un travailleur de la Massey, père de l'un de nos camarades, ainsi que par l'article sur Mai 1968.

A ce propos, un travailleur ayant participé aux équipes de débrayage qui sont intervenues dans tout le Nord pour faire débrayer les usines et aider les piquets de grève nous a dit qu'il était en possession de beaucoup d'informations supplémentaires. Nous ne manquerons pas d'aller l'interviewer.

Certains travailleurs nous ont demandé d'organiser une réunion d'information avec eux, ce que nous allons faire sans tarder.

Ce qui a changé aussi, à la suite de cette diffusion, c'est l'attitude des responsables de la CGT vis-à-vis de nous. Autrefois, nous saisissons toute occasion de les attaquer « bille en tête » et ils nous le rendaient bien, nous qualifiant de toutes les expressions en cours : « Gauchistes, étudiants (?), antisindicalistes », « Révolutionnaires des dimanches » et autres qualificatifs peu agréables.

La diffusion de ce numéro spécial les amène à changer d'attitude mais aussi de conception sur nous. On discute, ils reconnaissent que « nous sommes bien informés ! » et sont satisfaits de voir que nous ne sommes pas des antisindicalistes, que nous ne minimons pas leurs actions contre les licenciements - même si nous ne cachons pas nos désaccords.

Ils affirment, par ailleurs, leur accord avec notre position sur « les accords de la métallurgie » et nous disent qu'il y a un débat actuellement dans la Fédération des métaux CGT à ce sujet.

De plus, dans les quartiers où nous avons distribué gratuitement notre numéro spécial Massey, nous avons pu réaliser une vente fructueuse du bimensuel : fructueuse non seulement par les résultats de la vente mais par les discussions engagées.

Notre presse et notre Parti sont aujourd'hui beaucoup mieux connus des travailleurs, ceux de la Massey en particulier. Il faut que maintenant cela se concrétise par des abonnements nombreux ; il nous faut convaincre les travailleurs qui partagent nos points de vue sur les licenciements ou qui ont apprécié notre journal de lutter, de s'organiser avec et dans le Parti communiste marxiste-léniniste. Ce sont les objectifs que nous nous fixons en organisant notre prochaine réunion publique.

Cellule de Marquette du PCML



L'actionnariat des salariés

Participer à sa propre exploitation

Le dernier conseil des ministres vient d'adopter un projet de loi instituant la distribution d'actions gratuites aux salariés de certaines entreprises. Un tel projet ne fait que reprendre le vieux thème démagogique de la participation chère à De Gaulle. Il est l'un des volets d'un projet plus vaste : le « projet partage » destiné à ressusciter l'association capital-travail et à développer la collaboration de classe.

Le projet gouvernemental prévoit que les sociétés cotées en Bourse devront distribuer gratuitement à leurs salariés une partie du capital sous forme d'actions. Cette distribution gratuite ne devra pas dépasser 3% du capital des entreprises concernées et 5 000 F par salarié. A quelques détails près, il s'agit là de la vieille participation que nous avons connue un moment du temps de De Gaulle et dont le RPR continue à se réclamer. Tout comme les expériences antérieures le montrent, la « participation » n'apportera rien à la classe ouvrière du point de vue financier. Les quelques actions distribuées rapporteront tout au plus des miettes. Ainsi, en 1974, la moyenne des sommes touchées au titre de la participation et de l'actionnariat s'est élevée pour l'année à 740 F par actionnaire. Il s'agit là d'une moyenne. Les petits salariés (ouvriers, employés) qui avaient touché moins d'actions que les gros ont donc touché moins que ceux-ci et donc moins de 740 F dans l'année. Il en sera de même avec le nouveau projet.

A l'heure où l'austérité est à l'ordre du jour, où Barre s'oppose aux revendications des travailleurs, on voit d'autant mieux le caractère démagogique de

la participation giscardienne. Il ne faut pas croire que Barre et Giscard font des fleurs aux travailleurs.

500 MILLIONS POUR LES PATRONS

Par contre, il n'en est pas de même pour les patrons. En compensation des actions qu'il auront dû céder « gratuitement », ils recevront une indemnisation dont le montant annuel s'élèverait à 500 millions de francs. Ceci concerne les sociétés cotées à la Bourse, c'est-à-dire essentiellement les monopoles.

Voilà un cadeau qui s'ajoute à tous ceux qui alimentent déjà les caisses des gros capitalistes. C'est le Trésor public qui financera. Or, ce dernier sort l'argent de nos poches. Voilà un cadeau s'ajoutant à tous ceux qui alimentent déjà les caisses des gros capitalistes. Il s'agit, par le biais de la participation, d'augmenter le capital des entreprises qui disposeront ainsi de plus d'argent pour se moderniser.

Le projet de participation s'inscrit dans un projet plus vaste qui a reçu le nom de « Projet partage ». Le but de celui-ci est de faire que les travailleurs se sentent selon le pouvoir « propriétaires individuels, de leur

industrie » ou même « propriétaires de la France ».

C'est d'associer les ouvriers à la marche de l'entreprise. Ainsi Stoléru le spécialiste de ce genre de réformes a-t-il défini quelques initiatives que pourrait prendre le pouvoir dans ce sens. Les ouvriers dans chaque atelier pourraient être associés à la détermination des cadences, voire même à l'organisation du travail (horaire, répartition des tâches, sécurité). Il s'agit donc de donner l'illusion aux ouvriers qu'ils partagent à leur niveau un certain pouvoir de décision, de les associer à leur propre exploitation afin de la faire mieux accepter.

PROFITS ET PAIX SOCIALE

Dans les mesures qui accompagnent ce projet, il est prévu que les ouvriers reçoivent une information spéciale qui les conditionne à « mieux participer ».

Un journal patronal indique d'ailleurs que « ce travail d'information... en vaut la peine. Les conflits sociaux sont moins graves. La coopération entre dirigeants et salariés est plus grande. Les profits surtout augmentent. »

Le même refrain est repris par un patron qui a expérimenté la participation. Le PDG de MG France, Michel Moreau n'a-t-il pas déclaré : « L'actionnariat a permis par une amélioration naturelle considérable de la productivité, de multiplier, à ce jour, les résultats par quatre. Le délai moyen de règlement des clients a baissé de moitié. »

Augmenter la productivité, et donc les profits patronaux, atténuer la lutte de classe, voilà donc le fond de la participation.

NOUS faisons aujourd'hui le point sur la rubrique « Courrier des lecteurs » que nous avons ouverte depuis septembre dans le quotidien à la demande de nombreux camarades et lecteurs.

Depuis lors, nous avons reçu en moyenne cinq lettres par semaine et ce chiffre se rapproche actuellement d'une dizaine par semaine. Ce résultat, bien sûr modeste, est encourageant si on le rapproche des chiffres antérieurs et si l'on précise qu'il s'agit uniquement de lettres donnant un point de vue sur notre presse et non sur l'ensemble des articles et correspondances que nous recevons qui sont, bien sûr, beaucoup plus importantes quantitativement.

Parmi ces lettres, certaines, encore trop peu nombreuses, mentionnaient leur adresse et nous ont permis de faire des réponses personnelles. Certaines n'ont pas été utilisées dans la rubrique « Courrier des lecteurs » mais sous d'autres formes, telle cette lettre d'un fils d'artisans qui constitue une véritable contribution et que nous allons faire paraître dans un prochain dossier en page 8.

D'autres lettres n'ont pas été utilisées directement dans le journal mais ont fait l'objet d'une étude sérieuse des rédacteurs, telle celle d'un camarade travaillant à la gare de l'Est à Paris et qui a donné, dans un véritable document très étayé, son avis sur l'ensemble du journal depuis la rentrée.

D'une manière générale, toutes les lettres reçues sont lues par le comité de rédaction qui consacre, lors de ses réunions, un point particulier à l'étude du courrier. Revenons à la rubrique « Courrier des lecteurs » elle-même. Il nous semble, après bilan, qu'elle a surtout permis jusqu'à présent au comité de rédaction de répondre de façon argumentée et étayée à des lecteurs qui s'interrogeaient ou qui posaient des questions sur certains points de notre ligne politique, faisaient des remarques et suggestions. C'est une bonne chose que le comité de rédaction puisse ainsi préciser à la demande ou en réponse à nos lecteurs un certain nombre de points de la ligne politique du Parti communiste marxiste-léniniste dont l'Humanité rouge est l'organe central et nous continuerons à le faire. Mais, sans doute, n'avons-nous pas donné suffisamment de place à la publication de lettres de lecteurs qui, sans nécessiter de longues réponses, intéressent l'ensemble des lecteurs en donnant des points de vue sur la ligne politique du PCML et la façon dont nous l'aborderons dans notre presse : son contenu, bien sûr, mais aussi le style, les sujets abordés, différentes rubriques telles « Avec le Parti », etc. Nous avons décidé à l'avenir de combiner ces deux façons d'utiliser dans notre journal le « Courrier des lecteurs » en lui consacrant si, ce que nous espérons, le nombre de lettres reçues se maintient et augmente, deux rubriques par semaine. Voici

quelques exemples de lettres reçues depuis septembre et portant sur différents aspects de notre presse.

MALGRÉ une période de « vaches maigres » qui va certainement s'accroître encore avec mon départ pour le service militaire, nous nous abonnons à nouveau à l'Humanité rouge quotidien et au bimensuel. Depuis pas mal de temps, ma femme et moi étions décidés à le faire. Ce sont les numéros de la rentrée qui nous ont décidés. Nous connaissons l'Humanité rouge depuis près de trois ans. Mois après mois, c'est vraiment un journal qui s'améliore. Il y a 100% de différence avec ces premiers quotidiens balbutiants qu'il fallait, quelquefois, après le boulot, se forcer à lire. Si le journal, à l'avenir, est aussi intéressant que ce mois de septembre, on ne craindra plus cette situation. Donc, nous prenons un abonnement de six mois au quotidien et au bimensuel... Nous espérons pouvoir, le plus tôt possible, soutenir plus le quotidien.

JE tiens à vous dire que le quotidien a fait des progrès, les présentations sont plus claires et les articles mieux ventilés dans la mise en page. De plus, sur le fond, on peut dire qu'il y a encore des progrès à faire mais c'est mieux, les analyses sont plus fouillées, le style est plus simple, ça colle plus au quotidien...

BIEN sûr, le journal est bien meilleur qu'avant. J'irai même jusqu'à dire qu'il a fait de très gros progrès. Mais il reste cependant, ou plutôt il apparaît de nouveaux travers que je n'aime pas trop :
— Un style que je nommerai « objectiviste », c'est-à-dire que sous prétexte de ne pas avoir un style stéréotypé, « on » adopte parfois un style neutraliste, comme le font les journalistes bourgeois. Ce travers apparaît

notamment dans des lettres comme « Le Shah d'Iran choisit l'épreuve de force ». Qu'est-ce que ça sous-entend ? Ou dans l'article d'Éveline Le Guen sur le Brésil, page 2, No 945. On a l'impression d'avoir des informations mais pas de point de vue. On décrit, on n'explique pas.

— La deuxième critique porte sur les photos. C'est bien d'aérer, mais elles doivent avoir une signification — ou alors, c'est du remplissage. Pourriez-vous expliquer la raison pour laquelle les camarades ont collé une photo de Krouchtchev descendant un escalier d'avion, prenant quasiment un tiers de page ? Qu'est-ce qu'elle apporte, sinon la bouille de Krouchtchev ? Une photo, une bonne photo doit pouvoir se passer de commentaire, sauf si on veut faire de l'ironie (No 943, page 8).

Notre lecteur a tout à fait raison sur la nécessité de combattre l'objectivisme. Mieux prendre en compte tous les aspects de la réalité ne signifie pas présenter les faits sur un même plan ou d'une façon « neutre », du moins en apparence. Cela doit au contraire viser à dégager de façon plus claire et plus convaincante notre point de vue sur les faits et leur signification, qui est un point de vue de classe. Que nos lecteurs n'hésitent donc pas à nous écrire s'ils remarquent encore de telles tendances que nous nous efforçons, par ailleurs, de combattre. Sur la question des photos, nous aurons l'occasion de revenir après avoir accumulé plus d'expérience. Nous cherchons à accorder davantage de place à la photo dans notre journal mais ce doit bien être effectivement dans le souci d'apporter quelque chose en complément à nos explications et non par simple souci décoratif qui risquerait comme notre lecteur en donne un exemple de faire jouer à la photo un rôle de remplissage.

Jean QUERCY

L'Humanité rouge bimensuelle est parue



Dans ce numéro, un dossier de seize pages à propos du 40e congrès de la CGT : le bilan que la direction se refuse à faire.

Passez vos commandes pour une diffusion massive

La fête de la rose à Marseille

Les fleurs ne sont pas chères

Entre les deux vieux routards de la Quatrième République que sont Defferre et Mitterrand, c'était dimanche à qui passerait le plus de pomme à l'autre.

D'abord, c'est Mitterrand qui salue pèle mêle son compagnon de lutte, le combat qu'il mène contre le chômage (sic) puis la fédération du PS qui a su faire de Marseille « une place forte du socialisme ».

Le lendemain dans son journal *Le Provençal*, Gaston ne pouvait pas mieux faire que d'encenser son ami François « Il ne saurait y avoir de grand rassemblement autour de l'idée socialiste sans celui qui a fait du Parti socialiste ce qu'il est, le premier parti de la gauche, le premier parti de France » déclare Defferre à propos « de ce grand orateur dont la stature et le discours s'apparente à celui de Léon Blum ».

Les envolées lyriques de Defferre et Mitterrand cachent mal les raisons de la venue à Marseille du premier secrétaire du PS : tout d'abord, le journaliste du *Provençal* le dit crûment : « La vocation du PS est de s'accrocher au terrain qu'il occupe » ; or, dans les Bouches-du-Rhône, justement, le PS perd du terrain à chaque élection ; Defferre lui-même n'a devancé le PCF que de quelques voix en mars 1978 tandis que le secrétaire de la fédération du PS mordait la poussière face à un jeune giscardien.

Ville après ville, circonscription après circonscription, les mandats passent au PCF (majorité) ou à la droite classique. Le PS veut donc renverser la vapeur : que deviendrait donc un parti électoraliste sans élus ? Voilà pourquoi on organise avec beaucoup de bruit et à grands frais la fête de la rose sans pouvoir toutefois rassembler autant de monde que la fête du PCF.

Communiqué du Syndicat national du personnel des caisses d'Épargne CFDT

A propos de la sécurité dans les banques

Le Bureau national du syndicat national du personnel des caisses d'Épargne CFDT, en liaison avec sa fédération banque CFDT, a été informé du hold-up au bureau de la Caisse d'Épargne de Tours, qui a coûté la vie à l'employée. Il tient à saluer la mémoire de cette adhérente qui a payé de sa vie cette lâche agression. Mais il tient aussi à situer les responsabilités. Cet agent était seule dans son bureau, sans réel moyen de protection, au mépris même des dispositions contenues dans le protocole d'accord signé entre la chambre patronale des Caisses d'Épargne et le ministère de l'Intérieur en décembre 1975. La CFDT avait refusé à juste titre de signer cet accord qui ne prenait pas suffisamment en compte la protection des personnes.

La CFDT-Caisses d'Épargne appelle, devant cet état de fait, l'attention du personnel des caisses d'É-

pargne à un mouvement de grève d'une demi-journée le vendredi 3 novembre. Il demande à tous les agents de se réunir en assemblées générales ce jour-là pour protester contre les graves lacunes qui existent dans le réseau sur la sécurité et préconise l'envoi de délégations auprès des conseils d'administration pour exiger la mise en place de réelles mesures de sécurité, notamment par la pose de glaces pare-balles, deux agents minimum par bureau, la remise en cause de la politique commerciale (lieux et horaires), la suppression des guichets mobiles, etc.

Paris le 27 octobre 1978

Pour l'augmentation des effectifs

Grève à l'aéroport de Bastia-Poretta

A l'aéroport de Bastia Poretta, une grève s'est déclenchée depuis plus de quinze jours paralysant les services des bars, des restaurants, cantines, boutiques, tabacs-souvenirs. Les revendications des travailleurs sont le maintien de l'embauche d'un aide-cuisinier et d'un cantonnier dont les contrats expirent et l'augmentation des effectifs.

100 % des travailleurs étaient en grève et faisaient crier de rage M. Grenier, directeur du centre qui déclare « Les grévistes sont responsables à présent de la réputation de l'aéroport ».

Le travail ayant repris après quinze jours de grève, le 27 octobre, une grève-surprise d'une heure était déclenchée à la société Aero Filippi ou cinq employés cette fois-ci sont menacés de licenciement dans le cadre d'une restructuration aux profits des patrons. Une pétition a circulé recueillant en une heure une centaine de signatures, le personnel a décidé de poursuivre ses actions dans les jours à venir.

L'action des travailleurs de Poretta syndiqués et non-syndiqués porte un coup dur au plan « d'assainissement » des patrons de l'Aero Filippi.

Foyers Sonacotra

Manifestation à Reims

Environ 300 personnes, dont une très grande majorité de travailleurs immigrés, ont défilé samedi 28 octobre dans les rues de Reims à l'appel des résidents des foyers Sonacotra et du comité de soutien. La manifestation, partie du foyer Siegfried, et après être passée au foyer Bienfait, a remonté les principales rues de la ville où il y avait beaucoup de monde en ce samedi après-midi. Tout le monde a pu remarquer la grande combativité du cortège. Pour conclure, un représentant du Comité de coordination des foyers en lutte a souligné l'importance de telles manifestations et de la mobilisation pour faire connaître et faire aboutir les revendications des résidents Sonacotra.

Correspondant HR

Nantes

Samedi 28 octobre : marche de protestation contre l'avis favorable donné par le Conseil d'Etat à l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin

Diverses organisations ont appelé à une marche de protestation contre l'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin.

4 000 personnes se sont rendues à cette marche qui représentait 15 kilomètres... les tracteurs ouvraient la marche.

Signalons que les conseils municipaux du Pellerin et de Cheix-en-Retz ont démissionné.

A FR3, un paysan interviewé affirmait : « Nous nous opposerons par tous les moyens à la centrale ; à Cheix, nous avons opposé des fourches aux CRS (lors de l'enquête d'utilité publique qui a été boycottée par la population) ; la prochaine fois ce sera pire, nous irons plus loin s'il le faut. »

Oui, la centrale nucléaire du Pellerin n'est pas encore construite...

Le conseil d'état vient de dire oui à la centrale à la suite de l'examen de dossiers présentés par différents services et ministères dont le ministère de l'Intérieur. Ce dernier dossier l'a autorisé à faire de nombreuses réserves pour la centrale nucléaire du Pellerin. Ce dossier n'a pas été publié mais le premier ministre Barre le connaît et voici les extraits de la note qu'il a envoyée au ministre de l'Industrie le 6 juin 1978.

« ... Les accidents les plus graves que l'on puisse concevoir sont ceux qui entraîneraient la fusion du combustible du réacteur et la libération d'une partie notable des produits de fusion contenus dans le cœur.

Ces produits formeraient un nuage ou un panache radio-actif qui seraient transportés par les mouvements atmosphériques... Pendant le passage du panache, les populations subiraient simultanément une irradiation directe et une contamination interne par inhalation de produits radio-actifs.

Une estimation du détriment maximum que pourraient subir les populations situées sous le vent... fait apparaître un secteur de quelques dizaines de degrés d'ouverture et de cinq à dix kilomètres de profondeur dont les populations subiraient pendant le passage du panache un dommage incontestable en l'absence de contre mesures adaptées.

A plus grandes distances des effets somatiques ou génétiques, qui ne seraient observés qu'à long terme pourraient être décelables dans une zone pouvant s'étendre jusqu'à une cinquantaine de kilomètres de la centrale... »

Dans un rayon de cinquante kilomètres autour du site du Pellerin, il y a 939 000 habitants dont une bonne part sous les vents d'Ouest, dominants dans cette région.

L'installation d'une centrale nucléaire dans de telles conditions, qui plus est au détriment de nombreux paysans, voilà qui donne un effet matière à lutter !

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

La campagne d'abonnement spécial au prix de 15 F pour un mois est terminée. Nous en ferons le point demain. Nous demandons à nos lecteurs et à nos camarades d'arrêter les envois d'abonnement à ce tarif



Le calendrier 1979 pour la souscription à l'Humanité rouge est disponible.

Nous demandons aux responsables concernés des régions et des sections qui ne l'auraient pas encore fait de faire parvenir rapidement leurs commandes — par téléphone si possible.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal (BP 61 75861 Paris C4dex 18 — CCP 30 226 72 D La Source). Joindre le règlement.

Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux) comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il est agréable et doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les 20 millions fin novembre, pour les 35 millions fin décembre, pour que vive l'Humanité rouge.

Le prix est de 10 F. Faites parvenir le règlement soit à la commande, soit le plus rapidement possible en précisant : pour le calendrier 1979.

Achetez et faites acheter le calendrier 1979

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson — Front ouvrier : Gilles Carpentier — International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4^e trimestre 1978.

Chômage, licenciements

Refuser de payer la crise

MALGRE quelques remous dans les syndicats, les directions confédérales inféodées au PC et au PS jouent le même jeu que ces partis. Leurs déclarations successives n'ont rien de bien nouveau et leur stratégie reste toujours que « le changement requiert un vaste rassemblement populaire... » et que nous « n'en tirons pas la conclusion qu'il faut inventer une autre stratégie » a déclaré Georges Séguy qui réclame d'ailleurs « une table ronde où gouvernement, patronat et syndicats pourraient rapidement étudier les mesures à prendre d'urgence contre le fléau du chômage. »

Et il n'est pas le seul à frapper à la porte. Maire nous a informés par la voix de Madame Laot que sa centrale allait demander une audience au premier ministre. Cette rencontre a eu lieu le 24 octobre. Quant à André Bergeron nous savons qu'il a une forte expérience en ce domaine.

COLLABORATION DE CLASSE : UNE POLITIQUE QUI REMONTE A LOIN

Mais tout cela est-il bien nouveau ? Certainement pas. La politique de collaboration de classe pratiquée de longue date par la bourgeoisie capitaliste est entrée dans les mœurs de ces « leaders ». L'emploi dont parlent les bourgeois a été réglé dans le cadre de la politique contractuelle.

N'est-ce pas les « leaders » des confédérations syndicales qui ont fait les premiers pas, les premières propositions d'assurance-chômage ?

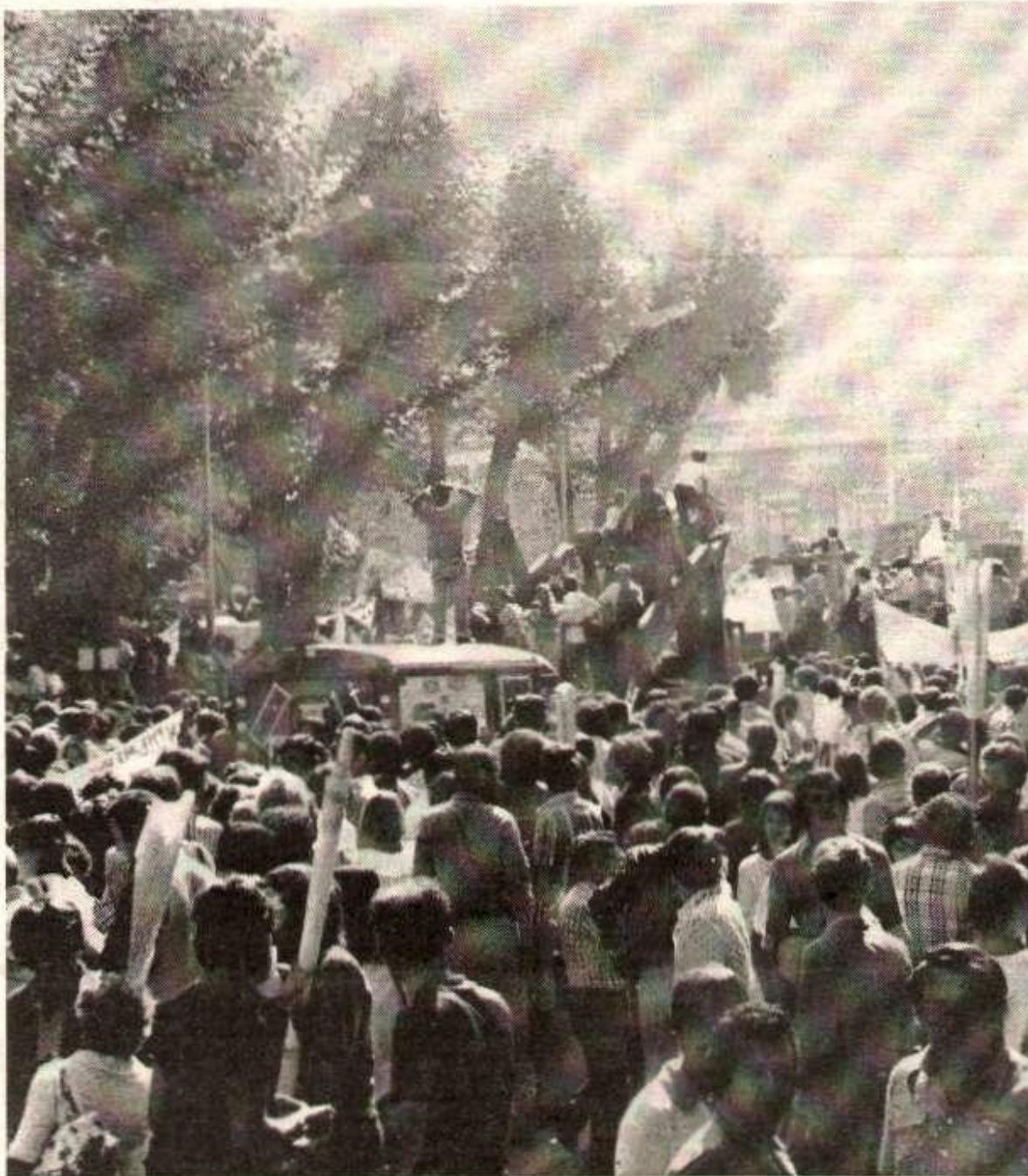
Voilà bientôt vingt ans de cela, les confédérations syndicales concluaient un accord avec le Conseil national du patronat français. Cet accord fut signé le 31 décembre 1958 par la CFTC devenue en grande partie CFDT en 1964, par la CGT-FO, par la CGC. La CGT, pour sa part, ne signalait que le 12 janvier 1959.

Pourquoi la direction CGT n'a-t-elle pas signé le 31 décembre 1958 ? Pour la bonne raison que militants et responsables de base de la CGT déclaraient tout simplement que la classe ouvrière n'est pas responsable du chômage et que c'est le système capitaliste qui est porteur de cette maladie. Que la classe ouvrière n'a pas à payer le chômage, que seule la classe capitaliste en est la responsable. D'ailleurs dans la partie intitulée « Eléments de discussion pour le 21e congrès fédéral de la métallurgie tenue du 14 au 18 février 1959 à Issy-les-Moulineaux, au paragraphe intitulé : « L'établissement d'une indemnité complémentaire pour tous les chômeurs totaux et partiels » il est inscrit en toute lettre « Cette indemnité complémentaire devrait être financée uniquement par une cotisation patronale »

Ne pouvant convaincre les militants de base, les responsables de syndicats d'entreprise, les dirigeants confédéraux utilisèrent cet argument « qu'il était important d'avoir des administrateurs dans chaque ASSEMIC pour y apporter des améliorations » cela pour justifier la signature de la CGT qui fut apposée au bas de cet accord le 12 janvier 1959. Le prélèvement d'un pour cent sur la masse des salaires se décomposait ainsi : 0,8 % à la charge du patron et 0,20 % à la charge du salarié.

Ce premier pas permettait par la suite au gouvernement de généraliser cet accord à l'en-

AVEC sa politique de concertation, la bourgeoisie a voulu accentuer sa pression sur la classe ouvrière pour lui faire payer les frais de la crise. Les dirigeants des confédérations syndicales ont répondu à cette « ouverture » en acceptant de signer des accords qui divisent la classe ouvrière. Non, pour refuser de payer la crise, le seul moyen c'est de faire face à l'offensive antiouvrière.



A Marseille, les travailleurs manifestent à l'occasion de la venue du ministre du travail Boulin. Les travailleurs de Terrin étaient à cette manifestation. Après avoir refusé l'imposte du plan Defferre, ils ont décidé l'occupation de leur lieu de travail pour s'opposer à tout licenciement. (Photo correspondant HR)

semble des activités économiques par l'ordonnance du 13 juillet 1967.

L'accord sur la sécurité de l'emploi ne devait pas tarder à suivre. Celui-ci fut conclu le 10 février par le CNPF, la CGPME, la CGT, la CFDT, la CGT-FO, la CGC (voir à ce sujet l'article « Sécurité de l'emploi ou sécurité des exploités capitalistes » publié dans *Proletariat* No 4).

Puis ce fut l'accord sur l'emploi du 14 octobre 1974 concernant les licenciements pour motifs économiques. Tous ces accords signés par les confédérations syndicales s'inscrivent dans la ligne de collaboration de classe pratiquée par la bourgeoisie capitaliste. Ces accords révèlent aussi le visage à double face des dirigeants des centrales syndicales qui n'ont pas hésité à aller même jusqu'à permettre de diviser la classe ouvrière.

DES ACCORDS QUI DIVISENT LES TRAVAILLEURS

Oui, ils ont permis le fractionnement des travailleurs licenciés en plusieurs tranches. Les jeunes qui sortent des écoles ne touchent aucune indemnité, les travailleurs licenciés pour différentes raisons — et le patronat a des moyens — se trouvent dans la tranche des chômeurs indemnisés à 35 % (ordonnance

du 13 juillet 1967). Les travailleurs licenciés pour motif économique se trouvent dans la tranche indemnisée à 90 % (accord du 14 octobre 1974).

Mais leur rôle ne s'arrête pas en si bon chemin lorsqu'il y a de nouveaux licenciements ils mettent en avant ces accords, ces « nouveaux droits » pour freiner le développement des luttes sous le couvert que les travailleurs âgés de moins de cinquante ans auront une indemnité pendant un an et ceux de plus de cinquante ans une indemnité pendant deux ans. En plus de ces importants facteurs de division de la classe ouvrière, n'y a-t-il pas aussi des accords sur la pré-retraite ?

Tous ces facteurs de division de la classe ouvrière vont à l'encontre des intérêts de classe de la classe ouvrière, de l'unité d'action de la classe ouvrière pour ses revendications immédiates : non à tout licenciement, non au chômage, 40 heures tout de suite sans diminution de salaires, retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, pour ceux qui font des travaux pénibles, pas de salaires inférieurs à 2 700 F, augmentations uniformes !

FAIRE FACE A L'OFFENSIVE CAPITALISTE

Ces facteurs de division font aussi qu'aujourd'hui le capitalisme est à l'offensive. Cette ligne syndicale n'est que le produit des directions confédérales, elle n'est nullement étrangère à la ligne pacifique du révisionnisme moderne, de la social-démocratie. Elle n'est que son reflet, son calque dans la ligne que tente d'appliquer les directions confédérales qui rencontrent de plus en plus de résistance parmi les travailleurs des entreprises. Les travailleurs de chez Terrin, après avoir compris la duperie du plan Defferre ne se sont-ils pas ressaisis et n'ont-ils pas décidé l'occupation des lieux de travail ?

Oui, le Parti communiste marxiste-léniniste est solidaire des luttes menées par les travailleurs de chez Terrin qui s'opposent à tout licenciement comme aux autres luttes menées dans l'unité et sur des positions de classe. Cette période que nous connaissons, malheureusement, d'autres avant nous l'ont connue. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, au lendemain de la Révolution d'octobre, les dirigeants de la CGT avaient une juste ligne prolétarienne, ils combattaient les « dangereuses illusions sur une transformation pacifique du capitalisme », sur « l'idée de l'inutilité des luttes ». Ils déclaraient aussi que « si la bourgeoisie se félicite que de telles idées soient répandues dans le prolétariat, on comprend, que les ouvriers révolutionnaires qui militent dans les syndicats combattent ardemment un tel programme » (programme de réformes dans le cadre du régime capitaliste).

Oui, camarades ouvriers, syndiqués et non-syndiqués, poursuivons sans relâche nos efforts pour réaliser l'unité de la classe ouvrière indispensable à son combat classe contre classe.

Poursuivons sans relâche nos efforts pour que s'exercent réellement la démocratie prolétarienne, la démocratie syndicale. Poursuivons sans relâche nos efforts pour faire triompher dans nos syndicats une juste ligne prolétarienne, conforme aux intérêts de la lutte de classe où chaque travailleur aura réellement sa place.

André DRUESNE.